

Date :
N° de version du document : 1

Caractère du document :

Public ☒
Interne ☐
confidentiel ☐
ne pas diffuser sans autorisation ☐
autre ☐

École polytechnique de Bruxelles

Dispositions facultaires adoptées par le Conseil académique du 25 septembre 2023

Conformément au point f) des dispositions liminaires du Règlement général des études 2023-2024, adopté par le Conseil académique du 30 mai 2023, les facultés peuvent définir des dispositions facultaires spécifiques au présent règlement, lesquelles précisent exclusivement les articles 51, 77, 78, 84, 97, 98 et 105 de ce règlement.

Art 51 : Le mémoire, travail, dossier ou projet personnel de fin d'études fait partie des épreuves d'évaluation du deuxième cycle et peut valoir entre 15 et 30 crédits, conformément à l'article 126 du décret.
Ce travail ainsi que son évaluation peuvent porter sur toute activité d'apprentissage, y compris les stages et autres activités d'intégration professionnelle permettant de mettre en évidence notamment l'autonomie, le sens critique, les qualités personnelles et les compétences professionnelles de l'étudiant. Ce travail consiste, entre autres, en la rédaction d'un document écrit. Avec l'accord du jury et des autorités académiques, celui-ci peut être rédigé en tout ou en partie dans une langue étrangère.

Dispositions spécifiques à l'Ecole polytechnique de Bruxelles

Les mémoires de fin d'études des MA Ingénieurs civils sont régis par un règlement spécifique mis à disposition des étudiants concernés.

Art 77 : Par exception à l'article 41 du présent règlement, les jurys peuvent, pour des raisons de force majeure dûment motivées, prolonger une période d'évaluations d'un étudiant au quadrimestre suivant, sans toutefois pouvoir dépasser une période d'un mois au-delà de la fin de la période d'évaluations du premier quadrimestre et de 10 semaines au-delà de la fin des périodes d'évaluation des deuxième et troisième quadrimestres. L'étudiant est alors proclamé « en session ouverte ». Le jury fixe la durée de la prolongation de la période d'évaluations et les unités d'enseignement concernées, conformément à l'article 79 §2 du décret. Les modalités et les dates limites relatives à cette prolongation sont arrêtées dans les dispositions facultaires spécifiques.

Les étudiants inscrits à l'ULB, participant à un programme de mobilité et accueillis dans une institution universitaire dont les périodes d'évaluations sont incompatibles avec le calendrier de l'ULB, peuvent bénéficier de périodes d'évaluations ouvertes particulières, sans pour autant que la prolongation de la période d'évaluations n'excède 10 semaines. En ce qui concerne la période d'évaluations qui clôture le deuxième quadrimestre, eu égard aux vacances d'été, elle peut être prolongée, le cas échéant, jusqu'aux délibérations clôturant le troisième quadrimestre. Les étudiants concernés doivent, pour cela, signaler au président de jury les contraintes extérieures auxquelles ils sont soumis.

Dispositions spécifiques à l'Ecole polytechnique de Bruxelles

La date de clôture de l'évaluation ouverte de seconde session est fixée au 31 octobre au plus tard.

Art 78 : Un étudiant qui, pour des raisons graves et exceptionnelles, ne peut prendre part à une épreuve ou une partie d'épreuve peut solliciter une modification d'horaire, dans les limites des contraintes horaires et matérielles d'organisation des évaluations. En cas de désaccord entre le titulaire et l'étudiant, ce dernier peut solliciter, par écrit, l'arbitrage du président du jury ou du Doyen de faculté. Toutefois, l'envoi d'un certificat médical ou de tout autre document officiel justificatif d'absence ne peut être considéré comme une raison

suffisante donnant droit automatiquement à un report d'épreuves à une date ultérieure au cours de la même période d'évaluations.

Dispositions spécifiques à l'Ecole polytechnique de Bruxelles

Une copie scannée du certificat médical doit être envoyée par e-mail au secrétariat de la Faculté (polytech@ulb.be).

Art 84 : En cas de non-respect de ces dispositions, l'étudiant peut saisir l'instance facultaire, laquelle est précisée dans les dispositions facultaires spécifiques.

Dispositions spécifiques à l'Ecole polytechnique de Bruxelles

L'instance de recours est la commission de recours. Elle est composée annuellement par la Commission spéciale (3 membres académiques effectifs et 3 membres suppléants). Elle est présidée par le Doyen de l'École.

Art 97 : La réussite du cycle est attribuée sans mention si la moyenne est supérieure ou égale au seuil de réussite de 10/20 et inférieure à 12/20. À partir et au-dessus d'une moyenne de cycle de 12/20, la réussite du cycle peut être accompagnée d'une des mentions suivantes : « avec satisfaction » (à partir de 12/20), « avec distinction » (à partir de 14/20), « avec grande distinction » (à partir de 16/20) ou « avec la plus grande distinction » (à partir de 18/20). Cependant les modalités précises d'attribution des mentions sont précisées dans les dispositions facultaires spécifiques.

Dispositions spécifiques à l'Ecole polytechnique de Bruxelles

La réussite du cycle peut s'accompagner d'une des mentions suivantes : « avec satisfaction » « avec distinction », « avec grande distinction » ou « avec la plus grande distinction ». Les « félicitations du jury » ne sont pas accordées.

Les étudiants qui ont réussi leur cycle avec :

- une moyenne pondérée de l'ensemble des notes égale ou supérieure à 12/20 obtiennent la satisfaction
- une moyenne pondérée de l'ensemble des notes égale ou supérieure à 13,6/20 obtiennent la distinction
- une moyenne pondérée de l'ensemble des notes égale ou supérieure à 15,4/20 obtiennent la grande distinction
- une moyenne pondérée de l'ensemble des notes égale ou supérieure à 17,0/20 obtiennent la plus grande distinction.

Un étudiant peut, dans des circonstances exceptionnelles, se voir attribuer une mention supérieure à celle correspondant à sa moyenne pondérée sur la base d'un vote du jury.

Art 98 : En cas de non-disponibilité d'une note lors de la délibération, l'évaluation peut être neutralisée par le jury. La façon de neutraliser cette dernière est précisée dans les dispositions facultaires spécifiques.

Dispositions spécifiques à l'Ecole polytechnique de Bruxelles

La pondération de chaque enseignement est définie par son nombre d'ECTS. En cas de non-disponibilité d'une note lors de la délibération, l'évaluation pourra être neutralisée et remplacée par la moyenne pondérée des résultats de l'étudiant.

Art 105 Tout recours doit être dûment motivé, par écrit, et envoyé selon les dispositions facultaires spécifiques en vigueur dans la faculté concernée, soit auprès du président de jury, soit directement auprès de la commission de recours qui en examinera préalablement la recevabilité.

Si le recours est déclaré irrecevable, le président de jury, ou le président de la commission de recours, en informe l'étudiant par écrit. En cas de recevabilité et lorsque le recours lui est adressé, le président de jury saisit la commission de recours.

La commission de recours est désignée annuellement par le jury de faculté en son sein ; elle est composée d'au moins trois membres effectifs et trois membres suppléants.

Dans les 4 jours ouvrables suivant le dépôt du recours, la commission de recours rassemble et examine les arguments écrits des parties et statue, à la majorité simple. S'il est jugé fondé, le recours est ensuite déféré au jury, lequel arrête, le cas échéant, les mesures nécessaires. Lorsque la correction de l'erreur matérielle est de nature à modifier la décision du jury, le président convoque le jury aux fins d'une nouvelle délibération. Les membres du jury faisant l'objet du recours se retirent au moment où celui-ci est mis en délibéré. Les décisions de la commission de recours et du jury sont motivées. Elles sont notifiées par écrit au plaignant.

Dispositions spécifiques à l'Ecole polytechnique de Bruxelles

Tout recours sera traité par la commission de recours. Le recours doit être transmis, par e-mail, dûment motivé, au Doyen/à la Doyenne, en tant que président.e de la commission de recours.

Un accusé de réception sera envoyé vers le demandeur pour les recours déposés.